

## Bras de fer entre le pouvoir et la rébellion au Burundi

PANA, 07/07/2008 Bujumbura, Burundi - Le représentant du gouvernement burundais au mécanisme de vérification et de suivi (MCVS) d'un accord de cessez-le-feu, le général de Brigade Evariste Ndayishimiye, a clairement signifié, lundi, au Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) qu'il devra, coûte que coûte, changer d'appellation pour recevoir l'agrément en tant que parti politique. "C'est un passage obligatoire et le PALIPEHUTU-FNL devra s'y faire", a souligné en substance le général Ndayishimiye.

La veille, le leader du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Agathon Rwaswa, avait ouvert, le premier, les hostilités, en rejetant l'idée de renoncer à l'appellation actuelle chère au PALIPEHUTU-FNL. "Le Conseil pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, ancienne principale rébellion actuellement au pouvoir) n'a pas eu besoin de changer son nom de guerre pour mériter l'agrément en tant que parti politique et la même faveur devrait s'appliquer au PALIPEHUTU-FNL", a estimé, dimanche, M. Rwaswa, à une conférence de presse dans la capitale burundaise. Dans ce bras de fer, le pouvoir de Bujumbura a pour alliée de taille la loi fondamentale qui n'autorise, en aucune façon, la reconnaissance de partis politiques à connotation ethnique, religieuse ou régionale. Conscient de l'obstacle, M. Rwaswa est allé jusqu'à proposer un référendum populaire qui viendrait amender la Constitution actuelle pour que soient levés les obstacles au libre agrément des partis politiques dans son pays. Le mouvement rebelle n'a pas que des ennuis identitaires et attend encore impatiemment d'être fixé sur sa place dans les différentes institutions étatiques du pays dès que les armes se seront complètement tues. Le MCVS devait avoir vidé toutes ces questions encore litigieuses dans l'accord de cessez-le-feu depuis le mois de juin dernier, selon un calendrier initial des travaux qui ne font plutôt que s'enliser chaque jour davantage. Un directoire politique a été mis en place pour assister la médiation sud-africaine dans le conflit burundais. Le directoire comprend des représentants de l'union africaine (UA), des Nations unies (ONU), de l'Union européenne (UE) ainsi que ceux de l'Ouganda et la Tanzanie, deux pays voisins qui assurent respectivement la présidence et la vice-présidence de l'initiative régionale de paix pour le Burundi. La structure politique a son actif, un accord de cessation immédiate des hostilités qu'elle a difficilement arraché aux parties belligères en avril dernier après plusieurs jours de violents affrontements entre les combattants du PALIPEHUTU-FNL et les militaires de la Force de défense nationale (FDN) à Bujumbura et ses environs immédiats. Les yeux sont à nouveau tournés vers le directoire politique pour empêcher au pays de sombrer dans une guerre fratricide de plus par ces temps de dialogue de sourds entre l'Etat burundais et la rébellion.